

**ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS  
DOUANIERS ET LE COMMERCE**

RESTRICTED

**GPA/IC/2**

4 août 1994

(94-1569)

---

**Comité intérimaire des marchés publics**

DECISIONS CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT DU COMITE  
INTERIMAIRE DES MARCHES PUBLICS

A ses réunions des 17 janvier et 10 mars 1994, le Groupe de travail informel des négociations sur les marchés publics a pris les décisions ci-après concernant le fonctionnement du Comité intérimaire des marchés publics:

- Modification des Annexes de l'Appendice I de l'Accord sur les marchés publics avant son entrée en vigueur le 1er janvier 1996 (Décision du 17 janvier 1994);
- Etablissement d'un Comité intérimaire de l'Accord sur les marchés publics de 1994 (Décision du 10 mars 1994).

Pour que les membres du Comité intérimaire puissent facilement s'y référer, ces décisions sont reproduites aux Annexes 1 et 2, respectivement, du présent document.

ANNEXE 1

MODIFICATION DES ANNEXES DE L'APPENDICE I DE L'ACCORD SUR  
LES MARCHES PUBLICS AVANT SON ENTREE EN VIGUEUR  
LE 1ER JANVIER 1996

Décision

Pour incorporer dans l'Accord des modifications apportées aux Annexes de l'Appendice I qui étendent le champ d'application de l'Accord, qui ont été convenues et qui résultent de négociations engagées entre la date de signature de l'Accord et la date de son entrée en vigueur (1er janvier 1996<sup>1</sup>), la procédure ci-après sera suivie:

- i) Un signataire qui a l'intention de modifier ses annexes, incluses dans l'Appendice I, afin d'étendre le champ d'application de l'Accord fournira les détails pertinents par voie de communication au Secrétariat.
- ii) Le Secrétariat distribuera la communication aux autres signataires de l'Accord. Un délai de 60 jours à compter de la date de distribution de la communication par le Secrétariat sera ménagé, afin qu'il soit possible de procéder à toutes consultations qui pourraient être nécessaires avec d'autres signataires.
- iii) Sauf notification contraire présentée au Secrétariat avant la fin du délai de 60 jours (il est entendu que ce délai pourra être prorogé à la demande de tout signataire), il sera entendu que les signataires peuvent accepter les modifications proposées et que les Annexes ainsi amendées peuvent être considérées comme les Annexes convenues du signataire concerné. Si des problèmes devaient surgir entre un signataire qui modifie ses annexes et un autre signataire, les signataires pourraient engager des consultations multilatérales si les consultations entre les parties concernées n'aboutissaient pas à un accord dans les 60 jours.
- iv) Une Déclaration relative à l'Accord sur les marchés publics (1994) s'inspirant du texte ci-joint sera ouverte à la signature de tout signataire qui modifie ses annexes.

---

<sup>1</sup>Sans préjudice des dispositions de l'article XXIV:3 a).

ANNEXE 1 (suite)

DECLARATION RELATIVE A L'ACCORD SUR LES  
MARCHES PUBLICS (1994)

Le Gouvernement ...,

*Ayant participé* aux négociations concernant un nouvel Accord sur les marchés publics (1994) (ci-après dénommé "l'Accord"),

*Après avoir procédé* à des négociations avec les autres signataires avant l'entrée en vigueur de l'Accord le 1er janvier 1996, lesquelles ont abouti aux modifications ci-jointes de ses annexes, incluses dans l'Appendice I,

*Déclare* ce qui suit:

1. Dès la signature de la présente Déclaration par ..., les modifications convenues seront réputées avoir été incorporées dans "l'Accord" et feront partie intégrante des Annexes de ...
2. Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, la présente Déclaration sera déposée auprès du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, qui en remettra dans les moindres délais une copie certifiée conforme à chaque Partie. A l'entrée en vigueur de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, la présente Déclaration sera déposée auprès du Directeur général dudit Accord qui en remettra dans les moindres délais une copie certifiée conforme à chaque Partie.

Fait à Genève, le ...

ANNEXE 2

ETABLISSEMENT D'UN COMITE INTERIMAIRE DE L'ACCORD  
SUR LES MARCHES PUBLICS DE 1994

Décision

Un Comité intérimaire sera établi, avec effet au 15 avril 1994, afin d'accomplir toutes les tâches nécessaires pour préparer l'entrée en vigueur de l'Accord sur les marchés publics qui sera fait à cette date à Marrakech. Ces tâches seront, en particulier, les suivantes:

- a) s'acquitter des fonctions nécessaires pour mettre en oeuvre la Décision du 17 janvier 1994 du Groupe de travail informel des négociations sur les marchés publics concernant la modification des Annexes de l'Appendice I de l'Accord sur les marchés publics avant son entrée en vigueur le 1er janvier 1996;
- b) adopter des procédures permettant de mener des négociations en vue de l'accession à l'Accord avant l'entrée en vigueur de celui-ci, compte tenu des procédures adoptées dans des circonstances semblables à la fin du Tokyo Round (L/4912) ainsi que de la Décision sur l'accession à l'Accord sur les marchés publics que les Ministres prendront à Marrakech le 15 avril 1994, et s'acquitter des fonctions qui découlent de ces procédures;
- c) adopter des procédures pour administrer les rectifications de pure forme apportées aux Appendices I à IV avant l'entrée en vigueur de l'Accord, et s'acquitter des fonctions qui découlent de ces procédures;
- d) préparer la première réunion du Comité des marchés publics, y compris les décisions sur les questions de procédure requises en vertu de l'Accord, pour qu'elles soient examinées à cette réunion;
- e) s'acquitter de toutes obligations résultant de l'inclusion de l'Accord dans l'Annexe 4 de l'Accord sur l'OMC.

Le service des réunions du Comité sera assuré par le secrétariat du GATT jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, et ensuite par le Secrétariat de l'OMC.

Le Comité sera composé de tous les gouvernements qui auront signé l'Accord le 15 avril 1994 ainsi que des gouvernements qui auront achevé les négociations avec les membres du Comité en vue de leur accession.

Le Comité cessera d'exister à l'entrée en vigueur de l'Accord.